

Le groupe
JURTA PSM

et

Solthis

Claire Bertin¹, Frédéric Loko², Arsène Ouedraogo³, Yacouba Diarra⁴, Ankourao Hamadi Zaratou⁵, Boubacar Souley Amadou⁶, Kokouvi Agbepeavi Assimadzi⁷, Stéphane D'almeida⁷, Sophie Ouvrard¹, Christophe Rochigneux⁸, Jean Marie Milleliri⁹, Clémence Baré⁹, Caroline Damour¹⁰, Etienne Guillard¹ et le JURTA PSM Group

(1) Solthis Niger • Institution(s) : (1) Solthis • Département Pharmacie, Paris, France • (2) DPMED, Cotonou, Bénin • (3) DGPML, Ouagadougou, Burkina Faso • (4) CSLS/MS, Bamako, Mali • (5) UGS/DPHL, Niamey, Niger • (6) CISLS, Niamey, Niger • (7) PNLs, Lomé, Togo • (8) OMS Equipe inter pays, Ouagadougou, Burkina Faso • (9) ONUSIDA, RST West and Central Africa, Dakar, Sénégal • (10) UNICEF, WCA Regional Office, Dakar, Sénégal

Objectifs

Pour faire face aux problèmes récurrents de rupture de stocks de médicaments et produits de santé et étant donné l'implication de plusieurs institutions et acteurs dans les questions de gestion des achats, des approvisionnements et des stocks (GAS), plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest ont mis en place des mécanismes de coordination et de suivi des approvisionnements et des stocks (MCSAS).

Les objectifs de ce travail sont :

- de documenter et d'analyser les MCSAS existants afin de les consolider
- de dégager des lignes directrices pour d'autres pays

Méthodologie

En mars 2013, le groupe de travail PSM du JURTA (Joint UN Regional Team on AIDS) a adressé un questionnaire à des personnes clés des MCSAS du Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Togo.

Les points documentés étaient :

- contexte et date de création
- objectifs
- composition
- modalités de travail
- forces et difficultés rencontrées
- améliorations proposées

Résultats

Les différents MCSAS ont été mis en place entre 2008 et 2012, généralement suite à des problèmes de ruptures. Il s'agit toujours de comités ou de groupes de travail.

• Composition

- Ils sont tous officialisés par des directives/arrêtés nationaux et composés d'institutions des Ministères de la Santé (PNLS, DPM), des CNLS, des centrales d'achats avec implication des Partenaires Techniques et Financiers. Un seul d'entre eux a intégré des associations ou réseaux de PVVIH qui participent réellement aux réunions.
- Certains ont mis en place des sous groupes techniques plus opérationnels qui peuvent se réunir plus régulièrement.

• Objectifs

- Suivre les stocks et les approvisionnements des produits de santé pour analyser les risques de rupture et partager l'information.
- Dans certains cas, les activités de quantification des besoins en intrants VIH peuvent dépendre des mêmes groupes alors que dans d'autres pays, il existe des comités spécifiques pour cette activité
- Certains ne sont pas dédiés uniquement au VIH mais concernent toutes les pathologies prioritaires
- Ces MCSAS peuvent par ailleurs suivre plus largement les questions relatives à la gestion des achats et des stocks.

• Modalités de travail

- Ces groupes se réunissent entre une réunion par mois à une par trimestre
- Tous les MCSAS produisent des rapports, comptes rendus ou procès verbaux de réunion. Le contenu de ces documents n'a pu être analysé ici. Dans l'un des pays, un groupe de diffusion par mail a par ailleurs été créé.

• Parmi les enjeux majeurs qui ressortent, on peut noter des difficultés dans :

- La tenue régulière des réunions
- La participation des membres et le manque de pouvoir décisionnaire des membres présents
- La disponibilité de l'information nécessaire à une analyse précise
- Peu d'indicateurs permettent aujourd'hui d'évaluer l'efficacité de ces MCSAS et de documenter leurs résultats sur une base factuelle
- Si les risques de ruptures sont analysés, le rôle d'alerte, la formulation de recommandations et le suivi de celles-ci pourraient être formalisés.
- La prise en charge des frais de fonctionnement de ces groupes qui pourrait être un facteur limitant.

• Cette étude ne permet pas de dégager un modèle de structure et de fonctionnement type de MCSAS qui pourrait être transposé « clé en main » dans d'autres pays. Le développement de solutions élaborées localement est certainement préférable pour être pérenne.

Toutefois quelques réflexions peuvent être discutées ici : **2 objectifs spécifiques de ces MCSAS sont à distinguer, bien qu'étroitement liés. Ils conditionnent 2 structures et modes de fonctionnement possibles :**

1. Réunir les principaux acteurs techniques pour qu'ils mettent en commun les données et informations dont ils disposent, travaillent collectivement sur la compilation, l'analyse et l'exploitation des données en vue d'un travail de quantification ou d'analyse des risques de ruptures.

Ce travail se fait plus souvent dans des groupes techniques plus restreint. Pour ce travail technique, la fréquence trimestrielle est trop espacée et des réunions plus fréquentes sont nécessaires.

2. Partager avec l'ensemble des parties prenantes l'état de la situation des stocks, des approvisionnements, les contributions financières des bailleurs et la synthèse de l'analyse des risques.

Cet objectif de diffusion de l'information ne nécessite pas des réunions très fréquentes et une fréquence trimestrielle peut être suffisante.

Conclusion

Malgré les biais liés à une autoévaluation et à l'absence d'indicateurs permettant d'évaluer les résultats de ces mécanismes, les observations faites dans ce travail montrent un meilleur pilotage des stocks et une analyse des risques de ruptures de stocks qui, si ce travail est fait suffisamment précocement et que l'ensemble des acteurs se mobilise, permettent d'éviter que ces situations ne se produisent.

Ce travail ouvre par ailleurs sur une réflexion qui va au-delà des réunions des comités qui ne répondent qu'à certains aspects du problème : comment organiser au mieux le travail **collectif** entre plusieurs acteurs d'institutions différentes, avec des responsabilités fragmentées afin d'optimiser la gestion des achats et des approvisionnements et des stocks, dans une logique d'efficacité et d'efficience.